

**Objet : Lettre avenant - Evolution des dispositions du régime d'assurance Complémentaire Santé de vos salariés non cadres.
Accord départemental du 3 septembre 2009.**

Raison sociale 1
Raison sociale 2
Adresse 1
Adresse 2
CP Ville

Le 26 juin 2015

Madame, Monsieur,

Par accord du 3 septembre 2009, les partenaires sociaux des secteurs de la production agricole de l'Allier, ont mis en place, à titre obligatoire, un régime d'assurance Complémentaire Santé au profit de vos salariés non cadres (*salariés ne relevant pas des articles 4 et 4bis de la convention nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947 et de l'article 36 de l'annexe I de cette convention*).

Par ailleurs des évolutions de la réglementation étant intervenues, certaines dispositions de l'Accord départemental du 3 septembre 2009 ont dû être révisées notamment par l'avenant N° 4 du 19 septembre 2014. Les modifications apportées au régime portent sur les points suivants :

A effet du 1^{er} juin 2014

- Intégration des dispositions de l'article L.911-8 du code de la sécurité sociale issu de la loi n°2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi, permettant le maintien des garanties en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions définies par les textes légaux.

A effet du 1^{er} juillet 2014

- Mise à jour des dispenses d'affiliation, conformément aux dispositions du décret n° 2012-25 du 9 janvier 2012, afin que votre contrat puisse continuer à bénéficier des avantages sociaux inhérents à la prévoyance collective obligatoire.

A effet du 1^{er} juillet 2015

- Nouvelles conditions de maintien des garanties en cas de suspension du contrat de travail du salarié.

Ces dispositions concernent l'ensemble de vos salariés visés ci-dessus. Il vous appartient donc de les en informer. A cette fin, vous pouvez leur remettre copie de l'annexe, jointe au présent courrier.

Nous vous invitons par ailleurs à transmettre, s'il y a lieu, ces informations à votre expert comptable ou à votre centre de gestion.

Vous pouvez en outre consulter votre documentation contractuelle mise à jour sur le site, accessible sans identifiant : www.anips.fr

Toutes les autres dispositions du contrat sont sans changement.

Cette lettre, ainsi que son annexe, ayant valeur d'avenant, s'incorporent à votre contrat dont elles font désormais partie.

Nos équipes de gestion se tiennent naturellement à votre disposition pour vous apporter toute précision complémentaire :

***ANIPS Groupama Gan Vie – CS 40189 86962 FUTUROSCOPE CEDEX - Téléphone : 09 69 32 33 12
email : contactanips@anips.fr***

Nous vous remercions de votre confiance et vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de nos salutations distinguées.

Pour l'Institution,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the bottom.

ANNEXE A LA LETTRE AVENANT

EVOLUTION DES DISPOSITIONS DU REGIME COMPLEMENTAIRE SANTE DES SALARIES DE LA PRODUCTION AGRICOLE DE L'ALLIER RELEVANT DE L'ACCORD DEPARTEMENTAL DU 3 SEPTEMBRE 2009.

Informations également disponibles sur le site, accessible sans identifiant :
www.anips.fr

EVOLUTIONS DU REGIME COMPLEMENTAIRE SANTE AU 01/06/2014

NOUVELLES DISPOSITIONS RELATIVES AU MAINTIEN DE LA GARANTIE AU TITRE DE LA PORTABILITE

En cas de cessation ou de notification de rupture du contrat de travail intervenue à compter du 1^{er} juin 2014, non consécutive à une faute lourde, les anciens salariés bénéficient du maintien de la couverture Complémentaire Santé prévue par le contrat en application de l'article L.911-8 du code de la Sécurité sociale.

Le bénéfice du maintien de la couverture Complémentaire Santé est acquis sans versement de cotisation durant la période de portabilité, le financement de ce maintien étant inclus dans la cotisation des actifs.

1- Bénéficiaires

Continuent à bénéficier de la garantie Complémentaire Santé, qui les couvrait en tant qu'actifs, les anciens salariés de l'entreprise, dont le contrat de travail a été rompu et remplissant les conditions suivantes :

- être indemnisé par le régime de l'assurance chômage ;
- avoir été affilié et ouvrir droit à la Complémentaire Santé avant la rupture de leur contrat de travail.

Les anciens salariés bénéficient du maintien des garanties aux mêmes clauses et conditions que les salariés en activité. Toute modification des garanties intervenant au cours de la période de maintien des garanties est applicable aux bénéficiaires de ce maintien.

Le bénéfice de cette couverture est étendu aux ayants droit de l'ancien salarié s'ils étaient déjà couverts avant la cessation ou la notification de rupture du contrat de travail de ce dernier.

2- Ouverture et durée des droits à portabilité

L'ancien salarié ouvre droit aux prestations de la Complémentaire Santé au titre de la portabilité à compter de la date de rupture effective de son contrat de travail.

La durée du maintien de la Complémentaire Santé est égale à la durée du dernier contrat de travail de l'ancien salarié ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail de l'intéressé lorsqu'ils sont consécutifs dans l'entreprise adhérente.

Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, **dans la limite maximale de 12 mois.**

3- Obligations de l'entreprise adhérente

L'entreprise adhérente doit informer l'Institution de la cessation du contrat de travail du salarié susceptible d'ouvrir droit à la portabilité de la Complémentaire Santé, dans les 10 jours suivant la date de cessation de son contrat de travail, ainsi que la durée maximale de ce maintien. Un formulaire prévu à cet effet (*Déclaration portabilité*) est disponible sur le site www.anips.fr.

4- Obligations de l'ancien salarié

L'ancien salarié doit justifier auprès de l'Institution, à l'ouverture ainsi qu'au cours de la période de portabilité, qu'il remplit les conditions requises.

A ce titre, l'ancien salarié doit fournir une copie de son certificat de travail et de l'attestation de prise en charge par l'assurance chômage.

Chaque mois, l'ancien salarié doit adresser une copie des attestations de paiement de Pôle emploi.

L'ancien salarié doit informer l'Institution de la cessation du versement des allocations chômage lorsque celle-ci intervient au cours de la période de portabilité.

5- Prestations

Les prestations de la couverture Complémentaire Santé pour les bénéficiaires de la portabilité sont identiques à celles définies pour les salariés en activité.

Toute modification de ces prestations intervenant au cours de la période de portabilité est applicable aux bénéficiaires du maintien de la Complémentaire Santé.

6- Cessation de la portabilité

Le maintien de la couverture Complémentaire Santé cesse au plus tard 12 mois après la date de rupture de son contrat de travail et, en tout état de cause :

- à la fin de la durée de maintien à laquelle l'ancien salarié a droit si elle est inférieure à 12 mois ;
- à la date de reprise d'une activité professionnelle par l'ancien salarié ;
- à la date de cessation du versement des allocations chômage ;
- en cas de résiliation du contrat ;
- à la date de liquidation de la pension d'assurance vieillesse du régime de base y compris pour inaptitude au travail ;
- pour les ayants droits du salarié inscrits au régime, dans les mêmes conditions prévues ci-dessus pour l'ancien salarié lui-même, et en tout état de cause aux dates limites fixées spécifiquement pour chacun d'eux par le contrat, ainsi qu'en cas de décès de l'ancien salarié.

A l'issue d'une période de maintien au titre de la portabilité, déclarée à l'Institution, celle-ci adressera aux participants considérés répondant aux définitions de l'article 4 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989, une proposition de maintien de la couverture Complémentaire Santé, au plus tard dans un délai de 2 mois à compter de la cessation de la période de maintien des garanties à titre temporaire dans les conditions prévues ci-dessus.

Pour être recevable, la demande d'adhésion doit parvenir à la Caisse Régionale GROUPAMA partenaire de l'ANIPS, au plus tard six mois après la date de cessation des garanties du contrat.

En cas de décès du participant bénéficiaire d'un maintien temporaire de garanties en sa qualité d'ancien salarié, les ayants droit survivants visés par l'article 4 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 précitée, qui étaient effectivement bénéficiaires des garanties du contrat à la date de cet événement, doivent faire la déclaration du décès à l'Institution dans un délai maximum de 30 jours à compter de sa date de survenance.

AMENAGEMENT DES CAS DE DISPENSE D’AFFILIATION

Peuvent être exclus du régime :

- les salariés bénéficiant en qualité d’ayants droit, d’une couverture Complémentaire Santé collective obligatoire, pour un niveau de prestations au moins équivalentes,
- les salariés bénéficiaires de la CMU-C,
- les salariés bénéficiant de l’aide à l’acquisition d’une Complémentaire Santé visée à l’article L.863-1 du code de la Sécurité sociale,
- les salariés couverts par une assurance individuelle Complémentaire Santé au moment de l’embauche. Dans ce cas, la dispense ne peut jouer que jusqu’à l’échéance du contrat individuel,
- les salariés bénéficiant d’une couverture Complémentaire Santé obligatoire dans le cadre d’un autre emploi,
- les salariés à temps partiel ou en contrat de formation par alternance (notamment les apprentis) pour lesquels le montant de la cotisation à leur charge représenterait 10% ou plus de leur rémunération brute au titre du régime d’assurance Complémentaire Santé,
- les salariés sous contrat à durée déterminée y compris les apprentis dont la durée du contrat est supérieure à 6 mois et inférieure à 12 mois.

Cas particulier du salarié à employeurs multiples :

Dans le cas d’un salarié employé par plusieurs employeurs relevant du champ de l’Accord départemental du 3 septembre 2009, le salarié et un seul de ses employeurs cotisent pour la couverture Complémentaire Santé de l’organisme assureur.

Il s’agit du premier employeur auprès duquel le salarié acquiert la condition d’ancienneté requise pour bénéficier du régime, sauf accord écrit entre les employeurs et les salariés concernés.

Cas particulier des couples travaillant dans la même entreprise :

Pour les couples travaillant dans la même entreprise, dès lors que l’extension Famille est retenue, un seul des membres du couple peut être affilié en propre, son conjoint pouvant l’être en tant qu’ayant droit (cotisation « Famille »).

Dans tous les cas de dispense d’affiliation prévus ci-dessus, la demande d’exclusion doit être faite par le salarié par écrit à l’employeur au plus tard avant la fin du premier mois qui suit celui de l’obtention de la condition de 6 mois d’ancienneté. Un formulaire prévu à cet effet (*Demande de dispense d’affiliation*) est disponible sur le site www.anips.fr.

Le salarié devra annuellement apporter à son employeur la preuve de sa situation justifiant de la dispense.

Si le salarié ne remplit plus les conditions de dispense d’affiliation, il doit en informer l’employeur.

La dispense prend fin en cas de modification de sa situation ne lui permettant plus d’en justifier les conditions, en cas de non renouvellement annuel des justificatifs, en cas de diminution des prestations à un niveau inférieur à celui fixé dans l’accord, de cessation du régime obligatoire ou à sa demande. Il sera alors obligatoirement affilié à l’assurance Complémentaire Santé à compter du 1^{er} jour du mois civil suivant.

Dans tous les cas de dispense précités, les cotisations correspondantes ne sont dues ni par le salarié ni par l’employeur.

EVOLUTIONS DU REGIME COMPLEMENTAIRE SANTE AU 01/07/2015

NOUVELLES DISPOSITIONS EN CAS DE SUSPENSION DU CONTRAT DE TRAVAIL

Suspension du contrat de travail supérieure à un mois civil pour un des cas de congés prévus par les dispositions légales (motif non lié à une maladie, à un accident ou la maternité) avec versement de salaire total ou partiel par l'employeur

L'affiliation au contrat Complémentaire Santé est maintenue à compter du 1^{er} jour du mois qui suit la date de suspension du contrat de travail. Ce maintien d'affiliation s'effectue, tant que dure le maintien de salaire total ou partiel, sur les mêmes bases que celles prévues pour les salariés exerçant leur activité professionnelle : mêmes prestations et mêmes cotisations appelées à l'employeur et au salarié.

Suspension du contrat de travail supérieure à un mois civil pour un des cas de congés prévus par les dispositions légales (motif non lié à une maladie, à un accident ou la maternité) sans versement de salaire total ou partiel par l'employeur

Le salarié bénéficie du contrat Complémentaire Santé pendant les 3 premiers mois de la suspension du contrat sans versement de la cotisation. Le salarié demeure seulement redevable de la part de cotisation correspondant au tarif de l'extension « Famille facultative » et/ou l'extension de garantie optionnelle, s'il a fait le choix de s'y affilier. Après cette période, il peut pendant la période de suspension restant à courir, demander, à titre individuel, à continuer à bénéficier de la garantie en s'acquittant directement de la cotisation globale.

Suspension du contrat de travail pour maladie, accident (toutes origines) ou pour maternité donnant lieu à versement d'indemnités journalières ou complément de salaire

En cas d'arrêt de travail pour maladie, accident ou maternité pris en charge par la MSA et intervenant après la date d'affiliation au contrat Complémentaire Santé, les garanties sont maintenues sans versement de cotisation pour tout mois complet civil d'absence.

Le salarié demeure seulement redevable de la part de cotisation correspondant au tarif de l'extension « Famille facultative » et/ou l'extension de garantie optionnelle, s'il a fait le choix de s'y affilier.

Si l'absence est inférieure à un mois civil, la cotisation est due intégralement par l'employeur et le salarié.